

Agnès Verdier-Molinié : « Réveillez-vous ! »

INTERVIEW. La directrice de la fondation iFrap, qui va publier un audit sur la situation financière de la France, met en garde contre une possible crise de la dette.

Propos recueillis par [Marie Bordet](#) (infographies : Clara Dealberto)

Publié le 05/07/2024 à 07h00, mis à jour le 05/07/2024 à 10h23

La fondation iFrap fait son entrée dans le débat politique. Ce think tank dont la raison d'être, depuis trente ans, est d'évaluer la performance de la dépense publique, passant au crible tableaux, chiffres et indicateurs en tout genre, a réalisé un audit des finances de la [France](#). Le constat est sans appel : à ce rythme d'augmentation des déficits et [de gonflement de la dette](#), notre pays fonce droit dans le mur.

Depuis [l'annonce de la dissolution](#) et le lancement de la campagne des législatives, Agnès Verdier-Molinié et son équipe ont publié un comparateur et chiffré les programmes économiques des différents partis politiques en présence. Conclusion : la France vit « dans un monde parallèle », et il est plus que temps de siffler la fin de la récréation et de se désintoxiquer de notre accoutumance à la dette.

Le Point : L'iFrap a effectué un audit de la situation financière de la France. Pourquoi rendre public cet état des lieux maintenant ?



Agnès Verdier-Molinié est directrice de la fondation iFrap. © Emanuele Scorcelletti

Agnès Verdier-Molinié : C'est une sorte de mise au point doublée d'une mise en garde que nous adressons au prochain gouvernement, quel qu'il soit, qui arrivera au pouvoir le 8 juillet. Si l'on étudie les chiffres, on ne peut qu'en déduire que l'on court tout droit vers une crise de la dette si l'on ne change pas de trajectoire. Avant même la dissolution du 9 juin, le danger était proche...

Dans cette campagne des législatives anticipées, les différents blocs semblent avoir un peu vite oublié que 2023 a été une année de dérapage budgétaire massif : [le déficit était prévu à 4,4 % du PIB, et il a été relevé, à la surprise générale, à 5,5 %](#), ce qui a conduit à l'annonce d'une grande salve d'économies... Tout le monde, et en particulier les concepteurs des programmes des différents partis en lice, donne l'impression d'avoir zappé cet épisode.

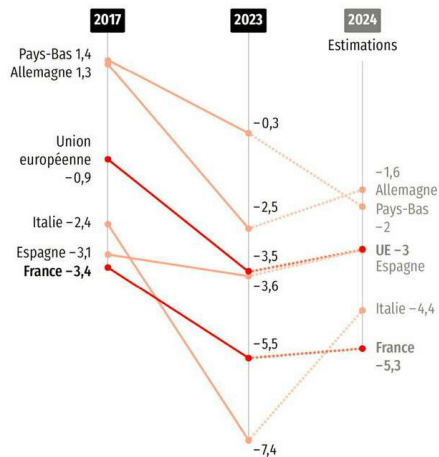
Le NFP n'hésite pas annoncer environ 220 milliards de dépenses en plus par an, et le RN à aggraver le déficit, potentiellement, de plus de 14 milliards d'euros par an. Le camp présidentiel, lui, ne dit rien des économies qu'il avait prévu de faire en 2025, 2026 et 2027. En ce moment même, on devrait débattre de quel parti propose les meilleures mesures d'économies !

Le débat électoral vous paraît déconnecté de ce sujet...

La crise de la dette en France paraissait être un risque, mais les élections législatives actuelles, qui peuvent propulser au pouvoir des partis dont les programmes sont très largement hors sol, pourraient nous y emmener plus rapidement que prévu.

2,1 points de PIB de déficit public en plus

Évolution du déficit public entre 2017 et 2023, en points de PIB

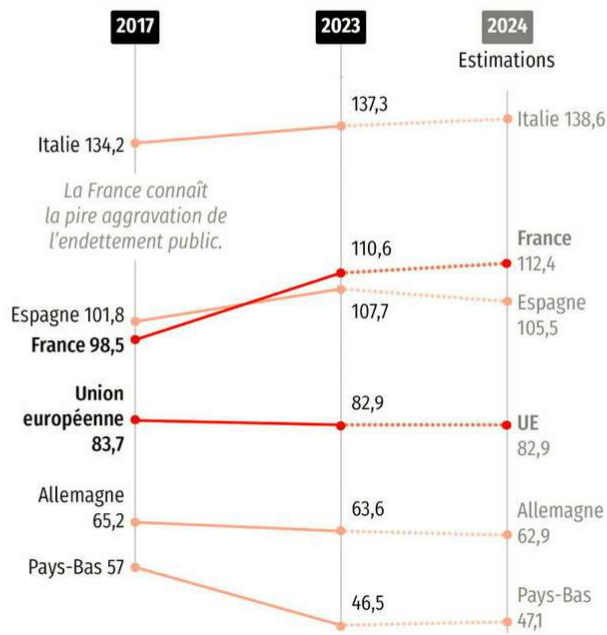


Infographie : Clara Dealberto.
Source : Ameco database.

P.

12,1 points de dette publique en plus

Dette publique entre 2017 et 2023, en points de PIB

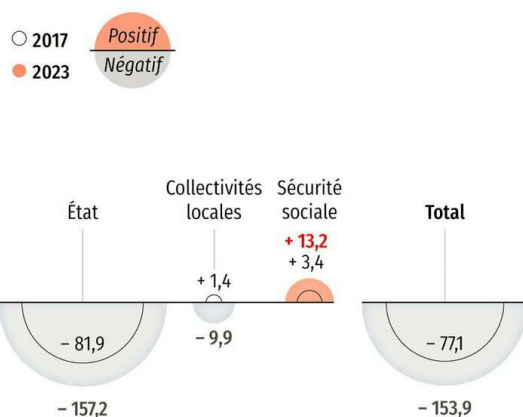


Infographie : Clara Dealberto.
Source : Ameco database.

P.

Un déficit public doublé entre 2017 et 2023

Évolution du solde public entre 2017 et 2023 par niveau d'administration, en milliards d'euros

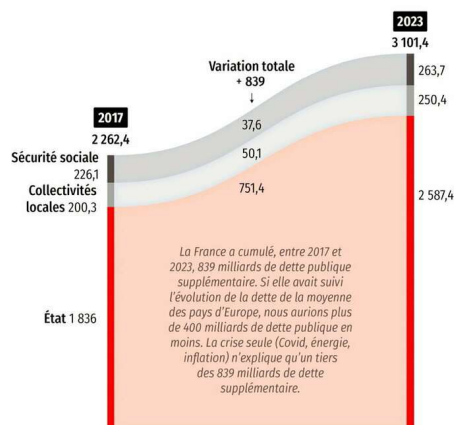


Infographie : Clara Dealberto.
Source : Insee, comptes nationaux 2023 (base 2020).

P

839 milliards d'euros de dette en plus

Endettement public en France entre 2017 et 2023, en milliards d'euros



Infographie : Clara Dealberto.
Source : Insee, comptes nationaux 2023.

P

À la fondation iFrap, nous disons : « Réveillez-vous ! » On nous répond : « On ne se fait jamais élire avec du sang et des larmes. » En France, on fait de la politique avec de belles promesses. C'est très dommageable, car on devrait au contraire tirer la sonnette d'alarme avant qu'il ne soit trop tard. Les Français peuvent entendre la vérité.

Que risque la France si elle ne réalise pas ces économies ?

Mercredi 19 juin, la Commission européenne a ouvert la voie [à une procédure pour déficit public excessif contre la France](#). On en saura plus à la mi-juillet, quand l'exécutif européen décidera, ou pas, d'obliger notre pays à prendre des mesures correctrices pour respecter les règles budgétaires de l'Union, sous peine de sanctions financières. On risque quand même une amende de 3 à 5 milliards d'euros...

La Commission européenne vise six autres pays. Le cas de la France n'est donc pas unique dans l'Union européenne...

Mais la France est devenue la lanterne rouge de l'Europe ! En 2024, les prévisions de déficit public des pays de la zone le montrent très clairement. Si l'on ne réalise pas les 30 milliards d'euros d'économies qui étaient prévus

pour 2025, notre déficit pourrait se situer autour de 5,6 % du PIB l'an prochain. Pour se rassurer, on se dit que les taux n'ont pas tellement augmenté depuis l'annonce de la dissolution. Mais c'est en partie grâce à la BCE, qui continue de racheter de la dette française sur le marché secondaire.

La Banque centrale ne pourra pas le faire éternellement dans des proportions de plus en plus importantes. Ce que nous anticipons, à la fondation iFrap, depuis la crise du Covid – avec le cocktail inflation, remontée des taux, gestion laxiste des finances publiques à base de « quoi qu'il en coûte » –, pourrait bien arriver : une augmentation brutale et incontrôlable des taux sur la dette qui rendrait impossible le financement de nos services publics en l'état.

Les programmes économiques du NFP, du RN et d'Ensemble pour la République ne semblent pas avoir pris la mesure de l'enjeu.

C'est à peine croyable ! C'est vraiment la culture du « raser gratis » ou alors celle du « ne disons rien pour ne pas inquiéter les Français ». Il est en réalité antisocial de proposer de dépenser toujours plus d'argent public que nous n'avons pas ou de cacher la réalité de la situation de nos finances publiques, car la charge de la dette pourrait devenir tellement importante que notre pays finirait asphyxié. Et nous avec.

Que s'est-il passé depuis 2017 et l'accession au pouvoir d'[Emmanuel Macron](#) ?

Les indicateurs se sont dégradés. Prenez le déficit public. En 2017, il représente 3,4 % du PIB, on n'est pas très loin des exigences du traité de Maastricht. En 2023, on clôture l'année à 5,5 %. Prenez la dette. En 2017, elle est de 98,5 % du PIB ; six ans plus tard, elle culmine autour de 111 % du PIB. Si l'on compare ces chiffres à ceux des autres pays de l'UE, cette trajectoire fait de la France le pire élève de la classe. Notre dette a augmenté de près de 12 points en six ans, aucun pays n'a creusé la dette aussi rapidement que nous...

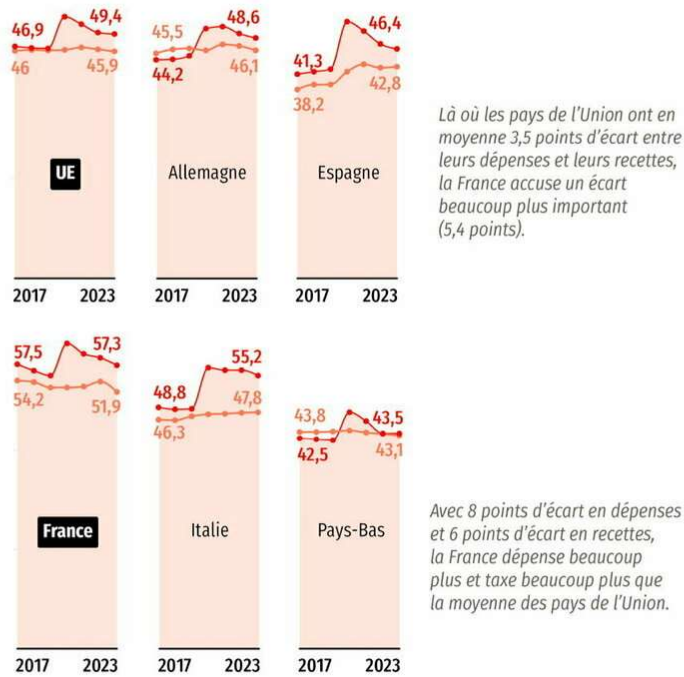
À lire aussi [RN ou NFP : des économistes étrangers alertent sur la catastrophe qui nous attend](#)

La crise du Covid et son corollaire, le « quoi qu'il en coûte », peuvent-ils expliquer le creusement de la dette ?

Cette excuse ne tient pas. Les Pays-Bas ont vécu la crise du Covid comme nous, et leur niveau d'endettement s'est amélioré de 10 points depuis 2017. La France avait une dette de 2 262 milliards en 2017 ; six ans plus tard, elle culmine à 3 101 milliards. Soit 839 milliards de dette supplémentaire en six ans, dont seulement un tiers est lié aux crises – Covid, énergie, inflation.

France : plus de dépenses et de taxes

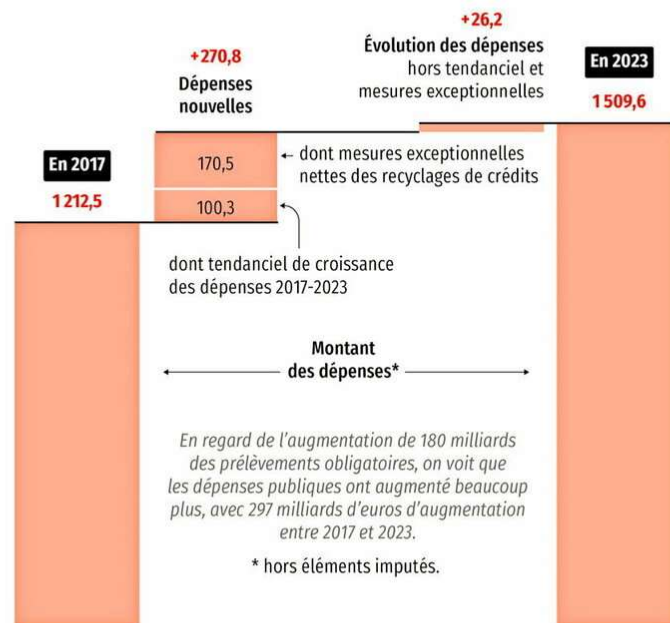
● Dépenses et ● recettes publiques, en % du PIB



Infographie : Clara Dealberto.
Sources : Ameco database, OCDE pour le Royaume-Uni entre 2017 et 2022, Ameco en 2023.



+ 297 milliards d'euros par an Évolution des dépenses publiques entre 2017 et 2023, en milliards d'euros

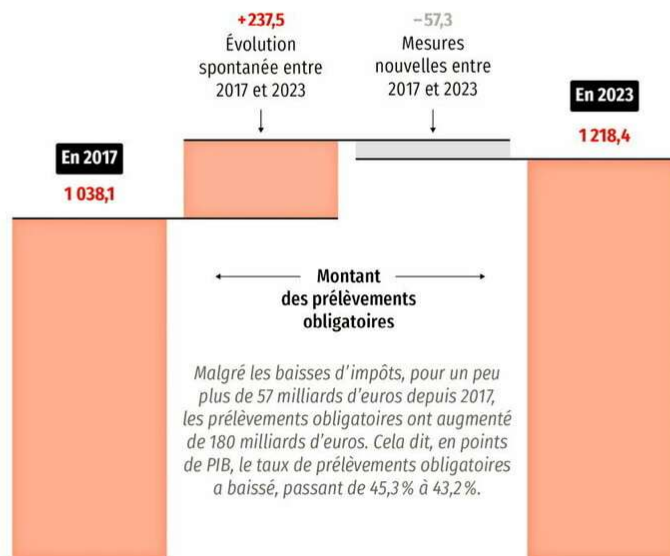


Infographie : Clara Dealberto.
Source : Insee, RESF 2024, Pstab 2023-2027.



+ 180 milliards d'euros par an

Évolution des prélèvements obligatoires entre 2017 et 2023, en milliards d'euros

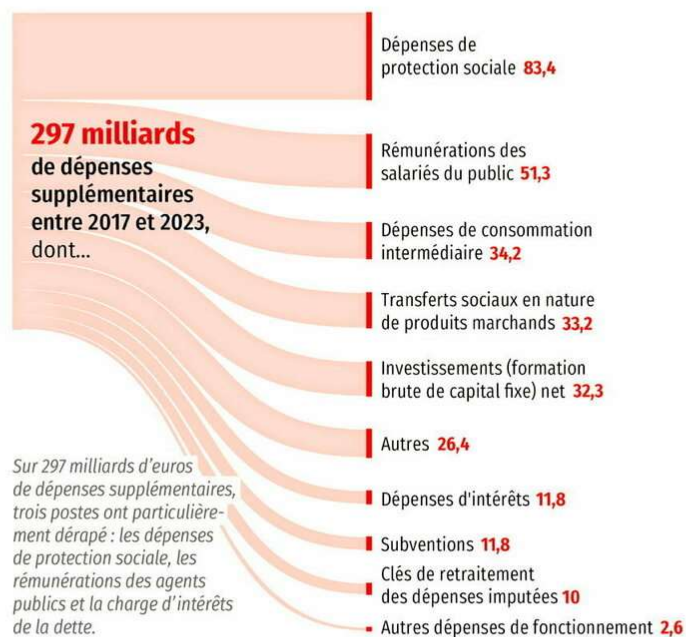


Infographie : Clara Dealberto.
Source : Insee, comptes nationaux 2023.



Où sont passées les hausses de dépenses ?

Évolution des dépenses publiques entre 2017 et 2023, en milliards d'euros



Infographie : Clara Dealberto.
Source : Insee, comptes nationaux 2023.



C'est la dépense sociale au sens large – Sécurité sociale, Unedic, etc. – qui fait largement dérapier la dette. Elle représente, si l'on traite les données correctement, presque la moitié de son augmentation. Il faut s'atteler en priorité à faire baisser les dépenses sociales entre 2024 et 2027.

Pourquoi la France accumule-t-elle ainsi les déficits publics ?

Nos dépenses publiques restent à un niveau stratosphérique, bien loin du niveau des autres pays européens. Personne n'ose couper dans les dépenses. L'an dernier, elles représentaient 57 % du PIB, contre 49,4 % en moyenne dans l'Union européenne ! On est redescendus depuis le record de plus de 60 % atteint en 2020 en raison de la crise du Covid, mais pas assez...

Et le problème qui est apparu en 2023, c'est que, l'inflation ralentissant, les recettes, notamment non fiscales, n'ont pas été aussi bonnes en volume qu'en 2022, tandis que les dépenses ont largement dérapé par rapport au vote initial, d'où le creusement du déficit public.

Mais, jusque-là, la France est toujours parvenue à emprunter sur les marchés...

Certes, mais nous sommes arrivés au bout de l'histoire. Certains croient encore que la France sera toujours sauvée par nos partenaires européens et que la BCE interviendra encore à coups de centaines de milliards sur les marchés, mais cela n'est pas viable à long terme. La France fait preuve d'égoïsme, elle met toute la zone monétaire dans une situation délicate, et une crise de la dette sur la France est un risque systémique : cela pourrait faire exploser la zone euro.

À lire aussi [La BCE, éternel bouc émissaire](#)

Certains programmes évoquent, dans le déni le plus total, un retour à l'âge de départ à la retraite à 62 ou même 60 ans... Ces propositions sont de véritables bombes à retardement pour nos finances publiques. Mais cela est inapplicable. Sinon, que se passerait-il ? [Le FMI pourrait être amené à intervenir](#). Ce serait une humiliation pour notre pays.

Bien souvent, ceux qui proposent de continuer à dépenser sans compter livrent un discours anti-marchés. C'est antinomique. L'accumulation de déficits publics et le gonflement de notre dette mettent justement la France dans les mains des marchés qu'ils font mine de honnir. Notre dépendance aux marchés et aux investisseurs étrangers – ils possèdent plus de 52 % de notre dette négociable – nous met dans une situation de dépendance terrible.